

26-11-47/2

1938/1940

Arrêtés provisoires (S.N.C.F.) des exercices

Questions de principe

Charges intercalaires des insuffisances
des exercices postérieurs à 1937

Paris, le 20 avril 1940

DIRECTION GÉNÉRALE
des chemins de fer
des transports

1er Bureau

LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER

Par lettre du 24 février 1940, vous avez demandé que la question de l'imputation des charges intercalaires des déficits de grand équilibre fasse l'objet d'un nouvel examen en vue de l'imputation des dites charges au compte de "grand équilibre".

Saisi par mes soins de la question, M. le Ministre des Finances vient de me faire connaître, par lettre du 4 avril 1940 dont vous trouverez ci-joint copie, qu'il ne se refuse pas à accueillir la demande de la S.N.C.F. tendant à ce que les charges intercalaires résultant de la couverture en cours d'année du déficit du "grand équilibre" soient bloquées avec ce déficit et inscrites par suite au § B-c du compte de liquidation prévu par l'article 21 de la Convention de 1937.

Je m'associe aux conclusions de mon collègue.

Le Sous-Secrétaire d'Etat,

signé : P. ALBERTIN

Secrétariat Général

Contrôle financier

3ème Bureau

60.814

Paris, le 4 avr.

LE MINISTRE DES FINANCES

S.N.C.F.

Au sujet du mode d'imputation des charges intercalaires des déficits de "Grand équilibre".

à Monsieur le Ministre des Travaux Publics
(Direction générale des Chemins de fer
des Transports - 1er Bureau)

Conformément à l'avis exprimé par la lettre de mon prédécesseur en date du 7 novembre 1939, vous avez bien voulu faire connaître à la S.N.C.F. que la demande qu'elle avait présentée en vue d'incorporer les charges intercalaires des déficits de "grand équilibre" au paragraphe B-c du compte de liquidation ne pouvait être acceptée.

Par lettre du 7 mars 1940, vous me transmettez copie d'une nouvelle lettre du Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. insistant pour que soit admise l'imputation desdites charges au compte "de grand équilibre".

La S.N.C.F. allègue que le texte de l'article 21 de la Convention de 1937 ne permet pas d'assigner au paragraphe B, plutôt au paragraphe B-c du compte de liquidation l'imputation des charges intercalaires en cause.

Elle persiste à penser que la solution qu'elle propose répond à l'esprit de la Convention de 1937 et aux principes généraux de la comptabilité des chemins de fer, en vertu desquels les charges intercalaires reçoivent la même imputation que la dépense en principal.

vous

En ce qui concerne, vous vous associez à l'avis de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous informer qu'à mon sens, l'interprétation envisagée par la S.N.C.F. n'est pas strictement conforme à la lettre de la Convention de 1937. Toutefois, étant donné l'esprit de cette Convention a été d'affranchir la Société Nationale des charges du passé, une interprétation paraît pouvoir être admise en l'espèce.

Dans ces conditions, je ne crois pas devoir me accueillir la demande de la Société Nationale tendant à faire inscrire les charges intercalaires résultant de la couverture d'année du déficit du "grand équilibre" au paragraphe B-c du compte de liquidation prévu par l'article 21 de la Convention.

Pr le Ministre et par au
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Signé : BOUTHIER

12023
=

SOCIETE NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANCAIS

Paris, le 13 octobre 1938

Le Président
du Conseil d'Administration

D 630/8

Monsieur le Ministre,

Lors de la préparation du budget de la S.N.C.F. pour l'exercice 1938, les dépenses prévues au titre des charges intercalaires pour le financement temporaire des charges incombant au paragraphe B - c du compte de liquidation défini à l'article 21 de la Convention du 31 août 1937 ont été comprises dans les sommes à imputer au paragraphe B - b du dit compte.

Une telle solution aboutit à faire supporter, dès 1938, pour la totalité, au budget de la S.N.C.F., des charges qui ne tirent leur existence que de celle des charges des emprunts antérieurs au 31 décembre 1937, et par voie de conséquence, de l'existence de ces emprunts eux-mêmes. De ce fait, elle n'apparaît pas en harmonie avec l'esprit de la Convention du 31 août 1937, tel qu'il se manifeste notamment dans la rédaction de l'article 19.

Dans ces conditions, et en raison, d'autre part, des circonstances actuelles, la S.N.C.F. serait d'avis de revenir sur l'interprétation, par elle-même donnée précédemment aux dispositions de l'article 21 de la Convention et de ne plus faire figurer au paragraphe B - b de son compte de liquidation que les charges issues de sa gestion propre.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous prier de bien vouloir me faire connaître si la solution envisagée ci-dessus rencontre votre agrément.

Dans l'affirmative, les charges intercalaires visées plus haut seraient incorporées, dans le budget de l'exercice 1939, au paragraphe B - c du compte de liquidation et il serait opéré de même pour l'imputation des charges de même nature du présent exercice.

Les sommes en jeu pour les exercices 1938-1939 sont actuellement prévues comme devant s'élever respectivement à 140 et 75 millions environ.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

12023
24 Février 1940

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu, par dépêche du 30 Janvier 1940, me faire connaître que, suivant l'avis que vous avait adressé M. le Ministre des Finances en date du 7 Novembre 1939, vous ne pouviez accepter le point de vue soutenu par la S.N.C.F. dans ma lettre du 13 Octobre 1938, en ce qui concerne l'imputation au compte annuel de liquidation des charges intercalaires des déficits de grand équilibre.

J'ai l'honneur d'appeler à nouveau votre attention sur certains aspects de la question.

Le Ministre des Finances fait valoir qu'en ce qui concerne les charges intercalaires des déficits de grand équilibre, la Convention de 1937 n'a fait que maintenir le système de la Convention de 1921 et que ce système consistait essentiellement à ne faire prendre en charge par le fonds commun et, en conséquence, par l'Etat, l'insuffisance d'exploitation d'un exercice que le 30 Avril suivant, les Réseaux supportant jusqu'à cette date les charges de financement correspondantes.

Or, la position prise par la S.N.C.F. en matière de charges intercalaires est précisément conforme à un tel système; en effet, sous le régime de la Convention de 1921, les intérêts du déficit jusqu'au 30 Avril de l'exercice suivant venaient grossir ce déficit, et à titre, devenaient une charge du fonds commun dont l'Etat supportait le poids. De même sous le régime de la Convention de 1937, et dans le système préconisé par la S.N.C.F., les intérêts des charges du grand équilibre s'ajouteraient à ces mêmes charges et seraient couverts en définitive par des avances du Trésor sans intérêt, ces avances constituant pour l'Etat une charge exactement parallèle à celle du découvert du fonds commun.

L'argument d'analogie renforce donc la thèse de la S.N.C.F.

Quant aux textes eux-mêmes, la rédaction de l'article 21 de la Convention de 1937 ne permet pas d'assigner au paragraphe B-b plutôt qu'au paragraphe B-c du compte de liquidation, l'imputation des charges intercalaires en cause.

Dès lors, la S.N.C.F. persiste à penser que rien ne s'opposant contractuellement à l'imputation des charges intercalaires des déficits de grand équilibre au paragraphe B-c, la solution qui doit être adoptée est celle qui répond le mieux à la fois à l'idée de continuité qu'on peut retrouver, par rapport à la Convention de 1921, dans la Convention de 1937, à l'esprit de cette dernière Convention et aux principes généraux de la Comptabilité des Chemins de fer, principes en vertu desquels les charges intercalaires reçoivent la même imputation que la dépense en principaux.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics
AVISE : LES SERVICES FINANCIERS.

C'est pourquoi je me permets de vous demander de vouloir bien procéder à un nouvel examen de cette question et insister auprès de M. le Ministre des Finances pour qu'il accepte de se rallier au point de vue exprimé dans ma lettre susvisée du 13 Octobre 1938.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.

Secrétariat GénéralContrôle Financier3ème Bureau

LE MINISTRE DES FINANCES

à Monsieur le Ministre des Travaux Publics et
des TransportsDirection Générale des Chemins de fer et des
Transports - 1^{er} BureauS.N.C.F.
Avances du Trésor

*Copie remise
au Bureau Régional
le 7/10/40*

Vous avez bien voulu me consulter sur des propositions que la Société Nationale des Chemins de fer vous a présentées par lettre du 5 Décembre 1938 en ce qui concerne l'application des articles 25 et 27 de la Convention du 31 Août 1937 (Avances du Trésor).

L'article 25 précise que l'insuffisance éventuelle du compte annuel de liquidation (déficit du "grand équilibre" augmenté du déficit du "petit équilibre") doit être couverte par des avances de trésorerie. Bien que le texte prévoit un échelonnement du versement de ces avances entre le 1^{er} Janvier et le 30 Juin de l'exercice suivant, la Société Nationale estime qu'il s'agit là d'une simple modalité de paiement car il ne serait pas conforme à l'esprit de la convention que cette Société ait à financer par des moyens de trésorerie demeurant à sa charge, une fois passé le terme d'un exercice, l'insuffisance afférente à cet exercice. Par conséquent, si, au cours de ce dernier, l'insuffisance a déjà été couverte en pratique par des avances du Trésor consenties dans les conditions prévues par l'article 27, ces avances deviendraient, dès le 1^{er} Janvier, des avances de l'article 25. En outre, si les avances faites au cours d'exercice sont inférieures au montant de l'insuffisance dont une partie se trouve couverte par des emprunts contractés par la S.N.C.F., celle-ci devrait être remboursée par l'Etat des charges de ces emprunts afférentes à la période comprise entre le 1^{er} Janvier et les dates successives de remplacement de ceux-ci par les avances de l'article 25.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, en accord avec la Mission du Contrôle Financier, que l'interprétation de la Société Nationale ne me paraît pas conciliable avec le texte de l'article 25. Ce dernier prévoyant que l'insuffisance du compte annuel de liquidation d'un exercice sera couverte par des avances du Trésor échelonnées entre le 1^{er} Janvier et le 30 Juin de l'année suivante, c'est à la Société Nationale qu'il incombe de supporter les charges de financement de cette insuffisance, en attendant le versement des avances dues par l'Etat au titre de l'article 25.

Il en résulte :

- que, si l'insuffisance n'a pas été couverte pendant l'exercice par des avances du Trésor, la S.N.C.F. supporte par imputation au compte du "petit équilibre", les charges des emprunts de trésorerie

.....

appliqués temporairement à cette insuffisance jusqu'à ce que les avances du Trésor soient venues les remplacer;

- que, si l'insuffisance a été, au moins partiellement, couverte par des avances du Trésor pendant l'exercice, ces avances pour la partie appliquée à la couverture du déficit du "petit équilibre" continuent à porter intérêt jusqu'à remboursement en vertu de l'article 25 § 2, et pour la partie appliquée à la couverture du déficit du "grand équilibre" continuent à porter intérêt à titre forfaitaire jusqu'au 31 Mars de l'année suivante, date moyenne de l'échelonnement des avances prévues par l'article 25, soit pendant 3 mois.

Dans l'un et l'autre cas les intérêts des avances du Trésor doivent être imputés au compte du "petit équilibre".

D'autre part, l'article 25 stipule que dans la mesure où les avances faites pour couvrir le compte de liquidation dépassent le montant des charges non incorporées dans l'équilibre, elles seront remboursées au Trésor au plus tard le 31 Décembre de l'exercice suivant celui au cours duquel elles ont été consenties et porteront intérêt au profit du Trésor.

La Société Nationale a estimé qu'il y aurait lieu de joindre le sort des intérêts à celui du principal et n'a pas prévu, dans son budget de 1939, de crédit pour le paiement de ces intérêts.

A cet égard, la Mission de Contrôle Financier a fait observer que la stipulation d'intérêts paraît normalement impliquer des paiements effectués à la fin de chaque année. L'Etat serait donc en droit d'exiger, dès le 31 Décembre 1939, le versement des intérêts afférents à l'année 1939. Toutefois, comme la question n'a pas été réglée explicitement par la convention et en raison de la situation financière de la Société Nationale des Chemins de fer, je suis d'accord avec la Mission pour admettre que le versement soit reporté en 1940, date du remboursement du principal, étant entendu qu'il s'agit d'une mesure exceptionnelle accordée pour des raisons d'opportunité.

Enfin, vous proposez que la fraction des avances du Trésor ayant pour objet de suppléer au retard apporté par l'Administration des P.T.T. dans le paiement de la redevance de 480 millions au titre de 1938, ne porte pas intérêt à la charge de la Société Nationale.

Sur ce dernier point, j'observe que l'article 4 d'un décret-loi du 29 Juillet 1939, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1938, a ouvert au budget annexe du Ministère des P.T.T. un crédit de 480 millions destiné précisément au paiement de la redevance due à la S.N.C.F. qui reçoit ainsi satisfaction sur le principal. Ladite redevance a été versée depuis en totalité.

Dans ces conditions, je vous demanderai de ne pas insister en faveur de l'octroi à la Société Nationale de l'exemption d'intérêts que vous envisagiez.

Pour le Ministre et par autorisation
Le Secrétaire Général,

Bureau Liquidation
24 Février 1940

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu, par dépêche du 30 Janvier 1940, me faire connaître que, suivant l'avis que vous avait adressé M. le Ministre des Finances en date du 7 Novembre 1939, vous ne pouviez accepter le point de vue soutenu par la S.N.C.F. dans ma lettre du 13 Octobre 1938, en ce qui concerne l'imputation au compte annuel de liquidation des charges intercalaires des déficits de grand équilibre.

J'ai l'honneur d'appeler à nouveau votre attention sur certains aspects de la question.

Le Ministère des Finances fait valoir qu'en ce qui concerne les charges intercalaires des déficits de grand équilibre, la Convention de 1937 n'a fait que maintenir le système de la Convention de 1921 et que ce système consistait essentiellement à ne faire prendre en charge par le fonds commun et, en conséquence, par l'état, l'insuffisance d'exploitation d'un exercice que le 30 Avril suivant, les Réseaux supportant jusqu'à cette date les charges de financement correspondantes.

Or, la position prise par la S.N.C.F. en matière de charges intercalaires est précisément conforme à un tel système; en effet, sous le régime de la Convention de 1921, les intérêts du déficit jusqu'au 30 Avril de l'exercice suivant venaient grossir ce déficit, et à titre, devenaient une charge du fonds commun dont l'Etat supportait le poids. De même sous le régime de la Convention de 1937, et dans le système préconisé par la S.N.C.F., les intérêts des charges du grand équilibre s'ajouteraient à ces mêmes charges et seraient couverts en définitive par des avances du Trésor sans intérêt, ces avances constituant pour l'Etat une charge exactement parallèle à celle du découvert du fonds commun.

L'argument d'analogie renforce donc la thèse de la S.N.C.F.

Quant aux textes eux-mêmes, la rédaction de l'article 21 de la Convention de 1937 ne permet pas d'assigner au paragraphe B-b plutôt qu'au paragraphe B-c du compte de liquidation l'imputation des charges intercalaires en cause.

Dès lors, la S.N.C.F. persiste à penser que rien ne s'opposant contractuellement à l'imputation des charges intercalaires des déficits de grand équilibre au paragraphe B-c, la solution qui doit être adoptée est celle qui répond le mieux à la fois à l'idée de continuité qu'on peut retrouver, par rapport à la Convention de 1921, dans la Convention de 1937, à l'esprit de cette dernière Convention et aux principes généraux

Le Ministre des Travaux Publics
SERVICES FINANCIERS

Ministère
des
Travaux Publics

Direction générale
des chemins de fer
et des transports

1^{er} Bureau

Bureau Liquidation
Paris, le 20 avril 1940

M. Albertin
P. G. donne à la liquidation
fr
LE MINISTRE

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER

Trier 6 copies
donner 1 pour M. Albertin
Par lettre du 24 février 1940, vous avez demandé que la ques-
tion de l'imputation des charges intercalaires des déficits de
grand équilibre fasse l'objet d'un nouvel examen en vue de l'impu-
tation des dites charges au compte de "grand équilibre".

Saisi par mes soins de la question, M. le Ministre des
Finances vient de me faire connaître, par lettre du 4 avril 1940
dont vous trouverez ci-joint copie, qu'il ne se refuse pas à
accueillir la demande de la S.N.C.F. tendant à ce que les charges
intercalaires résultant de la couverture en cours d'année du défi-
cit du "grand équilibre" soient bloquées avec ce déficit et ins-
crites par suite au § B-c du compte de liquidation prévu par
l'article 21 de la Convention de 1937.

Je m'associe aux conclusions de mon collègue.

Le Sous-Secrétaire d'Etat,
signé : P. ALBERTIN

MINISTERE DES FINANCES

Secrétariat Général

Contrôle financier

3^e Bureau

60.814

Paris, le 4 avril 1940

LE MINISTRE DES FINANCES

S.N.C.F.

Au sujet du mode d'imputation des charges intercalaires des déficits de "Grand équilibre".

à Monsieur le Ministre des Travaux
Publics (Direction générale des
Chemins de fer des Transports -
1^{er} Bureau)

Conformément à l'avis exprimé par la lettre de mon prédécesseur en date du 7 novembre 1939, vous avez bien voulu faire connaître à la S.N.C.F. que la demande qu'elle avait présentée en vue d'incorporer les charges intercalaires des déficits de "grand équilibre" au paragraphe B-c du compte de liquidation ne pouvait être acceptée.

Par lettre du 7 mars 1940, vous me transmettez copie d'une nouvelle lettre du Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. insistant pour que soit admise l'imputation desdites charges au compte "de grand équilibre".

La S.N.C.F. allègue que le texte de l'article 21 de la Convention de 1937 ne permet pas d'assigner au paragraphe B-b plutôt au paragraphe B-c du compte de liquidation l'imputation des charges intercalaires en cause.

Elle persiste à penser que la solution qu'elle propose répond à l'esprit de la Convention de 1937 et aux principes généraux de la comptabilité des chemins de fer, en vertu desquels les charges intercalaires reçoivent la même imputation que la dépense en principal.

En ce qui vous concerne, vous vous associez à l'avis de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous informer qu'à mon sens, l'imputation envisagée par la S.N.C.F. n'est pas strictement conforme à la lettre de la Convention de 1937. Toutefois, étant donné que l'esprit de cette Convention a été d'affranchir la Société Nationale des charges du passé, une interprétation libérale me paraît pouvoir être admise en l'espèce.

Dans ces conditions, je ne crois pas devoir me refuser à accueillir la demande de la Société Nationale tendant à ce que les charges intercalaires résultant de la couverture en cours d'année du déficit du "grand équilibre" soient bloquées avec ce déficit et inscrites par suite au paragraphe B-c du compte de liquidation prévu par l'article 21 de la Convention de 1937.

Pr le Ministre et par autorisation :

LE SECRETAIRE GENERAL,
signé : BOUTHILLIER

de la Comptabilité des Chemins de fer, principes en vertu
desquels les charges intercalaires reçoivent la même imputation que la dépense en principal.

C'est pourquoi je me permets de vous demander de vouloir bien procéder à un nouvel examen de cette question et insister auprès de M. le Ministre des Finances pour qu'il accepte de se rallier au point de vue exprimé dans ma lettre susvisée du 13 Octobre 1938.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Signé: GUINAND

12.023

à

12.029